

Unité départementale Meurthe-et-Moselle / Meuse
14 rue Antoine DURENNE
Parc Bradfer
55000 BAR-LE-DUC

BAR-LE-DUC, le 14/11/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ARCELORMITTAL WIRE FRANCE

RUE VICTOR BASCH
MARNAVAL
52115 ST DIZIER CEDEX
52100 Saint-Dizier

Références : JPM-438-2023

Code AIOT : 0006200736

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2023 dans l'établissement ARCELORMITTAL WIRE FRANCE implanté RUE VICTOR BASCH MARNAVAL 52115 ST DIZIER CEDEX 52100 Saint-Dizier. L'inspection a été annoncée le 19/09/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ARCELORMITTAL WIRE FRANCE
- RUE VICTOR BASCH MARNAVAL 52115 ST DIZIER CEDEX 52100 Saint-Dizier
- Code AIOT : 0006200736
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Arcelormittal est autorisée par arrêté préfectoral modifié N°99-2398 du 04/10/1999 à exploiter une usine de travail et de traitement des métaux sur le territoire de la commune de ANCERVILLE (55170).

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Locaux à risques
- Installations électriques

- Moyens de lutte contre l'incendie
- Confinement des eaux incendie
- Risque incendie – Installations électriques

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Installations électriques – conception	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17	/	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Confinement des eaux incendie – dimensionnement	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Confinement des eaux incendie – organes de commande	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III	/	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Installations électriques – chauffage des bains	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54	/	Lettre de suite préfectorale	1 semaine

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Recensement des parties à Risques	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10	/	Sans objet
3	Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet
4	Moyens de lutte incendie – extincteurs	Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant ne respecte pas l'intégralité des prescriptions contrôlées de l'arrêté du 09/04/2019, relatives au confinement des eaux d'extinction incendie (dimensionnement, commande) et des installations électriques de chauffage des bains de traitement de surface.

De même, les rapports de vérification des installations électriques de l'exploitation mettent en exergue de nombreux points de non-conformité, certains points ayant déjà fait l'objet d'observation dès 2018.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Recensement des parties à Risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 10
Thème(s) : Risques accidentels, Locaux à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, des procédés ou des activités réalisés, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. Les parties de l'installation concernées par l'emploi ou le stockage de substances ou mélanges inflammables ou à mention de danger H300, H301, H310, H311, H330, H331, H370 ou H372 tels que définis à l'article 2, ainsi que les locaux accueillant les équipements à risque de défaillance électrique (au moins le tableau général basse tension et les armoires de puissance liées à la chauffe des bains et aux traitements électrolytiques) sont systématiquement à considérer dans ce recensement. L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant les différentes zones de danger correspondant à ces risques. L'exploitant tient également à la disposition de l'inspection des installations classées un plan de l'ensemble des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elle, ses caractéristiques techniques et chimiques (volume maximum, pH, nom, utilité, concentration, composition, etc.). Ces plans sont tenus à jour.
Constats : L'exploitant dispose du recensement de ses installations et des parties de l'installation qui sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement. L'exploitant tient à jour un plan de l'ensemble de ces installations et des cuves de l'installation précisant, pour chacune d'elles, ses caractéristiques techniques et contenus (volume, type de produit, concentration etc.).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Installations électriques – conception

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 17
Thème(s) : Risques accidentels, Installations électriques
Prescription contrôlée : I.-Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables. II.-Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 (version de juin 2015) permettent de répondre aux exigences. Les installations électriques sont contrôlées périodiquement, en fonction des risques, et au moins annuellement ainsi qu'à la suite de toute modification, par une personne compétente, conformément aux dispositions du code du travail relatives à la vérification des installations électriques. « L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments le justifiant. III.- [...] Les dates et la nature des contrôles sont consignées dans un registre. Les anomalies constatées

<p>sont consignées de manière explicite dans ce registre, ainsi que la liste des mesures correctives qui sont réalisées au plus tôt, accompagnées de leur date de réalisation. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats : L'exploitant a transmis par mail du 27/10/2023 ses rapports de contrôle 2022 et 2023 à l'inspection. Rapport Bureau Véritas référence : 8539802/10.5.1.R rédigé le : 26/08/2022 et 8539802/10.6.1.P rédigé le : 30/08/2023. Les rapports montrent 108 non-conformités pour 2022 et 227 en 2023 dont plusieurs ont été relevées dès 2018, l'inspection conclut que l'exploitant n'a entrepris aucun travaux de réfection et/ou de mise aux normes de ses installations électriques avec les conséquences que cela peut engendrer. Le registre présenté par l'exploitant ne consigne pas les anomalies relevées par Bureau vérité en 2022 et 2023. Par ailleurs l'exploitant n'est pas en mesure d'identifier les anomalies pouvant être à l'origine d'un départ de feu.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra procéder à l'identification de tous les point de non-conformité pouvant être à l'origine d'un départ de feu et procéder à leur mise en conformité dans un délai de trois mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 3 : Moyens de lutte incendie – moyen d'alerte

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyen de lutte</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : a) D'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;</p>
<p>Constats : L'exploitant dispose de postes téléphoniques fixes pour prévenir les secours. Les responsables de secteur sont dotés de téléphones portables, une procédure est en place. L'exploitant précise que la couverture réseau est très correcte et que les numéros d'urgence sont affichés.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 4 : Moyens de lutte incendie – extincteurs

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 14</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens de lutte</p>
<p>Prescription contrôlée : L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, notamment : .../... b) D'extincteurs répartis à l'intérieur de l'installation, sur les aires extérieures et dans les lieux présentant des risques spécifiques, à proximité des dégagements, bien visibles et facilement accessibles. Les agents d'extinction sont appropriés aux risques à combattre et compatibles avec les matières stockées. .../... e) L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.</p>
<p>Constats : L'installation dispose d'extincteurs bien répartis dans son ensemble. L'exploitant dispose d'un</p>

<p>contrat de maintenance avec la société Desautel et dispose de matériel en plus en cas d'utilisation de l'un d'eux. La dernière vérification périodique a eu lieu en novembre 2022.</p> <p>L'exploitant dispose d'un plan d'implantation.</p> <p>L'inspection a constaté que l'accès à deux extincteurs était encombré et en a avisé l'exploitant qui doit prendre les mesures nécessaires.</p> <p>L'exploitant a précisé que ses RIA allaient être démontés.</p> <p>Toutefois, l'inspection rappelle que les dispositions de l'article 17-8 de l'arrêté préfectoral 1999-2398 du 4 octobre 1999 prévoient la présence de RIA. Aussi, l'inspection rappelle que cette modification des installations de défense incendie et donc des conditions d'exploiter doit faire l'objet d'une information préalable à monsieur le préfet de la Meuse .</p>
<p>Observations :</p> <p>L'exploitant doit s'assurer quotidiennement que l'accès aux extincteurs est dégagé</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 5 : Confinement des eaux incendie – dimensionnement

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III §1</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris les eaux utilisées pour l'extinction, sont collectées grâce à un bassin de confinement ou un autre dispositif équivalent. L'exploitant justifie dans son dossier d'enregistrement le dimensionnement dudit bassin.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant compte utiliser un réseau busé présent au sein de l'exploitation, pour confiner les eaux d'extinction ou celles susceptibles d'être polluées.</p> <p>L'exploitant a prévu de faire installer des obturateurs et dispose de devis.</p> <p>L'inspection précise qu'afin de s'assurer de sa suffisance l'exploitant devra procéder au calcul du volume total de la rétention à créer et rédiger une procédure de mise en œuvre pour ce qui concerne principalement l'activation du dispositif d'obturation, le pompage des eaux retenues et leurs traitements en tant que déchet.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 6 : Confinement des eaux incendie – organes de commande

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 20.III §2</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les organes de commande nécessaires à la mise en service de ce bassin peuvent être actionnés en toutes circonstances.</p> <p>Une consigne définit les modalités de mise en œuvre de ces dispositifs. Cette consigne est affichée à l'accueil de l'établissement</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dispositif de confinement des eaux n'est pas encore installé. L'exploitant en est au stade de devis d'entreprise et les travaux sont envisagés pour le premier semestre 2024.</p> <p>L'exploitant précise qu'il rédigera les consignes de mise en œuvre de ces dispositifs dès le réalisation des travaux.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 7 : Installations électriques – chauffage des bains

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 09/04/2019, article 54
Thème(s) : Risques accidentels, Risque Incendie – Installations électriques
Prescription contrôlée : [...] Le chauffage par résistance électrique des cuves est asservi à un détecteur de niveau arrêtant le chauffage en cas de niveau insuffisant de liquide dans la cuve. Le bon fonctionnement de l'asservissement est testé régulièrement, au moins chaque semaine, et consigné dans un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.
Constats : L'exploitant précise que le dispositif n'est pas testé hebdomadairement mais qu'il s'engage à le faire rapidement. Il ne dispose pas non plus de registre mais s'engage à le mettre en place.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 semaine